

Les demandeuses d'asile et leurs enfants d'abord



À Nantes, en Loire-Atlantique, l'association Coallia porte un Cada unique en son genre : réservé à des femmes demandeuses d'asile, victimes de violences dans leur pays d'origine ou pendant leur parcours, seules ou avec des enfants. L'équipe qui les accompagne construit son réseau et son expertise.

Des voix et des rires fusent de la salle collective, au centre des locaux de ce centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada). Ou plutôt demandeuses d'asile. Géré par l'association Coallia, il est situé au troisième étage d'un immeuble du centre-ville de Nantes. Quatre femmes sont assises autour d'un thé. « L'adolescence est une période difficile pendant laquelle vos enfants construisent leur identité. C'est normal qu'ils questionnent leur histoire et la vôtre, il ne faut pas hésiter à leur parler de ce que vous avez vécu », pose Séléna Vrignaud, intervenante sociale assistée bénévolement d'une directrice de crèche à la retraite. Ensemble, elles animent une fois par mois cette « Pause mamans », atelier collectif proposé par ce Cada réservé à des migrantes, dont beaucoup sont mères. En face des animatrices, Lisette et Lily sont détendues et volubiles. Ayant toutes les deux fui leur pays – le Cameroun pour la première et la République démocratique du Congo pour la seconde – avec leurs enfants aujourd'hui adolescents, elles ont beaucoup à partager : la fatigue, la peur des débordements des manifestations qui réveillent de mauvais souvenirs, la crainte que le premier tampon enlève la virginité de leur fille... mais aussi leurs stratégies pour obtenir de



Légende

bonnes notes, les jeux de société qu'elles font à la maison ou leurs projets de sortie au cinéma. « En échangeant avec ta sœur qui vit la même chose et avec les professionnels, tu vois si tu es en train de bien faire avec tes enfants ou pas », confie Lisette, approuvée par sa voisine. « Vous êtes des mamans formidables qui font du mieux qu'elles peuvent. C'est important de dire des choses positives pour se donner confiance ! » concluent les profes-

sionnelles, avant de les inviter à venir avec leurs filles au prochain atelier animé dans le centre par l'association Gynécologie sans frontières.

Grandir en expertise sur les questions de genre

« Ces mères essaient de mettre en place une stratégie éducative en l'absence des pères. Nous les aidons à dédramatiser et à trouver des solutions par l'humour et le partage », analyse Séléna Vrignaud, tentant de démêler ce qui relève de l'âge, de la culture, de la fragilité ou de la précarité. Cette éducatrice spécialisée, l'un des quatre intervenants sociaux de l'équipe du Cada, a fait son mémoire d'étude sur l'accompagnement de la maternité en exil. Pour autant, la parentalité n'est qu'une partie d'un accompagnement global avant tout axé sur la demande d'asile des femmes accueillies : qu'elles soient seules ou avec enfants, LGBTQ+ pour

certaines, elles ont pour point commun les violences subies dans leurs pays d'origine, pendant leur parcours, voire à leur arrivée en France (excision, mariage forcé, viol, violences conjugales, homophobie, etc.). Si les travailleurs sociaux animent régulièrement des événements collectifs ou festifs pour rompre l'isolement, la majeure partie de leur mission prend la



© Photos : Armandine Penna pour Directions

Légende

forme de rendez-vous individuels dans les bureaux et de visites à domicile pour vérifier l'état des logements répartis dans la ville ou faire de la médiation dans les colocations. Leur travail est donc d'accompagner les résidentes dans les procédures administratives et l'hébergement, mais aussi l'accès aux droits, aux soins ou encore les loisirs. Ils peuvent orienter les femmes et les enfants

« Relance »

les plus fragilisés psychiquement vers une psychologue extérieure spécialiste des psychotraumatismes, qui intervient en soutien une demi-journée par semaine. « La posture d'accompagnement est la même que pour tout demandeur d'asile. Ce qui change ce sont les interrogations que nous avons collectivement en équipe : la question du genre est au cœur de nos échanges et de ce que l'on met en place, décrit Pauline Moitessier, assistante sociale récemment arrivée après une expérience de plusieurs années dans des structures d'accueil de demandeurs d'asile tout public. Cela permet une meilleure connaissance de ces femmes vulnérables et de ce qu'elles ont vécu, ce qui amène des réponses plus pertinentes. »

Le Cada de Nantes a été créé en 2016 par la direction de l'unité territoriale de l'association Coallia basée à Rennes (couvrant l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan, la Loire-Atlantique et la Mayenne). De 60 places à l'origine, il dispose actuellement de 90 places, au prix de journée habituel d'un Cada

(21,50 euros). Comme le défend Laurent Denouel, directeur territorial, « par cette expérimentation, la volonté est de créer une expertise de l'accueil de ce public féminin, pour mettre en œuvre des dispositifs d'accompagnement adaptés, notamment sur la question de la traite des êtres humains ou encore de l'accompagnement à la transformation ». Le fait d'être confronté de façon

« Vous n'êtes pas seules ! »

Pierrette, 25 ans, réfugiée originaire du Cameroun

« Je suis arrivée en France en 2021 après être passée par l'Espagne, la rue et un hôtel. J'ai été orientée par le 115 vers le Cada car j'étais seule avec deux enfants. Au départ, j'étais vraiment perdue, le Cada m'a beaucoup aidée pour mes démarches. Maintenant, je me débrouille toute seule et ne les sollicite que quand ça coïncide. J'ai obtenu le statut de réfugiée en septembre 2022. Je partage un logement du Cada avec ma sœur arrivée après moi, et je suis sur liste d'attente pour un logement social à moi. Je suis actuellement en stage dans un

Ehpad et je vais commencer une formation d'aide-soignante, ça se déroule bien pour moi. J'ai accepté de participer au projet de sensibilisation "Puissantes" (lire *infra*) pour dire à tous ceux qui ont traversé la même chose que moi et qui souffrent : "Vous n'êtes pas seules, il ne faut pas avoir honte d'en parler à ceux qui peuvent vous aider." Voilà pourquoi j'ai pris mon courage à deux mains pour témoigner et poser avec un pantalon symbolisant les viols que j'ai subis par mon père dans mon pays et par des inconnus pendant mon parcours. J'avais les larmes aux yeux quand j'ai fait la photo. Mon passé ne s'efface pas, mais l'accompagnement des intervenants du Cada et des médecins du CHU a fait diminuer ma douleur. »



Légende

● ● ● constante aux mêmes problématiques, à la différence des autres Cada qui le sont de façon plus isolée, permet à l'équipe de travailler en réseau avec des partenaires spécialisés et de monter en compétence. « Une compétence que je souhaite transférer sur l'ensemble des places Cada de mon territoire. L'idée est que le chef de service ou les travailleurs sociaux deviennent ressources et puissent venir en appui de leurs collègues pour décortiquer certaines situations », projette le directeur. Avant de conclure : « Cette équipe est en capacité, par la finesse de son écoute, de déceler les problématiques sur des signaux faibles, et donc de mieux accompagner et protéger ces femmes. »

S'engager dans la lutte contre les violences sexistes

À la charge de Benoît Haein, chef de service, de fédérer son équipe dans le sens de cette singularité. D'abord, en orientant les

axes de formation autour des violences liées au genre. Ensuite, en lui permettant de prendre le temps de « créer des liens avec les acteurs spécialisés pour constituer une toile cohérente et mobilisable », y compris en intervenant lors d'événements pour sensibiliser sur son action. Enfin, en encourageant « la pluralité et le croisement des regards », que ce soit dans des réunions d'équipe formelles ou entre les portes de cette petite structure. Si chacun est référent pour une dizaine de ménages, tous les intervenants

connaissent l'ensemble des résidentes et vice versa. « Nous échangeons en permanence sur nos pratiques, nos informations, nos blocages et nos suivis », confirme Aymeric Martin, qui partage aussi son bureau avec ses collègues. Cet intervenant social, fort d'un passage professionnel par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), de nombreux voyages et de ses expériences de terrain, est un bon exemple d'une expertise qui se construit au fil des rencontres. « Les pays d'origine font la diffé-

rence. Comme nous n'accueillons que des femmes, nous ne sommes pas confrontés aux mêmes flux migratoires que les autres Cada. Ainsi, une seule de nos résidentes

« Relance »

est afghane, décrit-il. Cela resserre le champ des thématiques d'asile à des problèmes de violences en raison du genre plus que de conflits politiques. » Sans illusion, mais toujours dans la bienveillance, il observe les incohérences de certains récits et les stratégies mises en place. Ainsi, par exemple, des femmes africaines excisées parviennent à obtenir l'asile pour leurs filles afin d'éviter qu'elles soient mutilées à leur tour, puis sont régularisées en tant que mère d'enfants protégés. Grâce à sa connaissance des réalités de ces femmes et à son travail de réseau pour y répondre, le Cada commence à être identifié comme un acteur non pas militant mais bien engagé professionnellement dans la lutte contre les violences systémiques, sexistes et sexuelles faites aux femmes. « Cela donne

© Photos : Armandine Penna pour Directions

Légende

du sens à notre travail ! » salue Sarah Lebreton, la quatrième intervenante sociale du Cada.

Dur de couper le cordon

Ce jour-là, elle retrouve ses réflexes de conseillère en économie sociale familiale lors d'une visite à domicile. Une fois par mois environ, les intervenants se rendent dans la quinzaine de logements diffus. Ils y vérifient à la fois l'état des murs, le ménage et comment s'y passe la colocation, plus

ou moins tendue selon les personnalités et les cultures. Aujourd'hui, Sarah Lebreton rend visite à deux résidentes colocataires dans un logement du centre-ville loué par le Cada à un bailleur social. Salem, Érythréenne pentecôtiste, et Djankemba, Guinéenne de confession musulmane, ne mangent pas les mêmes plats mais se relaient auprès de leurs enfants. Salem est ici avec son benjamin alors que ses deux aînés sont au pays, Djankemba a deux petits et

attend son troisième. « La cuisine est bien mieux tenue que la dernière fois ! » les félicite la travailleuse sociale avant de faire le tour de leurs espaces privés avec chacune d'elles.

« La tension du parc HLM est très forte sur la ville de Nantes. Cela complique la recherche de logements sociaux à louer pour le Cada », déplore Benoît Haein, obligé de se tourner vers des collectivités rurales plus éloignées et même vers des bailleurs privés. L'enjeu est notamment de faire sortir d'une des résidences sociales de Coallia les 30 places ouvertes dans l'urgence lors de l'extension du Cada en 2021 (dans le cadre d'un appel d'offres de la DDETS). D'autre part, la tension immobilière ralentit les sorties du dispositif des personnes ayant obtenu le statut de réfugié, comme c'est le cas de Salem et Djankemba qui sont sur liste d'attente pour accéder à un logement en dehors du Cada. Les professionnels avancent donc avec les personnes sous protection dans la

phase suivante, celle de l'insertion socioprofessionnelle. « À la fin de la prise en charge, cela reste dur de couper le cordon, car le Cada est très rassurant. Mais logiquement, les résidentes sont davantage prêtes, car nous avons plus de temps pour les préparer à l'autonomie », note Aymeric Martin. Patiemment, l'équipe tente de les aider à comprendre le système administratif, la culture, les codes et les mentalités de leur pays d'accueil. « Et à valoriser leur capacité à agir et à reprendre en main leur vie », insiste le chef de service. C'est tout le sens de l'exposition intitulée « Puissantes », montée par l'équipe : les portraits en pied de six résidentes qui ont accepté de témoigner de leur résilience en nous regardant dans les yeux.

Texte et photos : Armandine Penna

EN CHIFFRES

- Équipe : 1 directeur territorial, 1 chef de service, 4 intervenants sociaux issus de formations diverses, 1 assistante administrative à mi-temps et 1 agent technique à mi-temps
- 90 personnes accueillies (enfants compris), la moitié environ des résidentes étant en cours de procédure pour une demande d'asile
- 15 logements en diffus et en colocation ; 6 logements transitoires en résidence sociale
- En 2021, 21 personnes sont sorties du Cada après une durée de séjour moyenne de plus de 2 ans : 9 avec un statut de réfugié ou une protection subsidiaire, 10 après un rejet de leur demande d'asile et 2 vers un appartement de coordination thérapeutique.



Légende sur 4 lignes
Diosamet di aliqum as aut fugitas
perupta veria que magnihi cipicae
dolut que et ommissit quamus, tem.
Aut fugitas perupta veria que.

CONTACT

Cada 44 Coallia
• 22, rue de la Tour-d'Auvergne
44200 Nantes
• 02 28 49 20 05